



A Limoges, le 02/04/26

Monsieur le Préfet,

Depuis plusieurs mois, nos organisations syndicales dénoncent les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés.

Dans le premier degré en Haute-Vienne, la carte scolaire a débuté et s'accompagne de l'annonce de 24 fermetures de classes, avec la contrainte de la création des PAS (dont 5 pour la rentrée 2026), en l'absence de moyens spécifiques. Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive, que vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. La baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe.

Depuis des semaines, les actions se multiplient : grève, rassemblements, actions avec les parents d'élèves, vote contre les répartition de moyens dans les CSA académiques et départementaux... D'autres sont prévues. Tout montre donc la détermination à dénoncer des choix qui vont, à rebours, de la nécessaire amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.

En conséquence nous vous sollicitons afin que vous interveniez pour empêcher la création des PAS et ainsi éviter 5 fermetures de classes en Haute-Vienne. Ces PAS ne reposent, par ailleurs, qu'exclusivement sur le budget opérationnel du 1er degré, le BOP 140.

Nos organisations continuent le travail en intersyndicale pour exiger des moyens et d'autres choix budgétaires pour le service public d'Éducation et les personnels.

Marie-Mélanie Dumas, co-secrétaire départementale de la FSU-SNUipp87

Annabel Roy, secrétaire départementale du SE-UNSA 87

Ahmed Boufenghour, secrétaire départemental du SNUDI-FO 87